

14 Port-Gentil

Vie des entreprises/Total Gabon/Front social C'est la grève !

G.R.M.

Port-Gentil/Gabon

IL n'y a finalement pas eu de compromis entre la direction générale et les salariés de la compagnie pétrolière Total Gabon représentés par l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep). Du coup, au nom de ces derniers, l'organisation syndicale a déclenché hier une grève de 15 jours.

Laquelle couvrira l'ensemble des installations où opèrent les employés de la filiale gabonaise du groupe français (Libreville, Port-Gentil ainsi que les sites Anguille, Île Mandji, Cap Lopez et Torpille). Ce mouvement intervient après l'expiration, le 30 juin dernier, du préavis de grève déposé cinq jours auparavant sur la table de la direction générale de Total Gabon.

Les discussions en vue d'une conciliation qui se



Photo : Koumouss

Le message sur cette banderole traduit la réduction des salariés de la compagnie pétrolière.

sont tenues du 29 juin au 1er juillet 2018, dans les locaux de l'entreprise à Port-Gentil, à l'initiative de l'inspecteur spécial du Travail chargé du secteur pétrolier, se sont soldées par un échec dû selon les salariés, à la non-satisfaction des points de préalable. Il en est de même de celles qui se sont poursuivies à Libreville, du 2 au 6 du mois en cours, sous l'égide du ministre du Travail Arnauld Calixte Engandji Alandji. A l'origine donc de cet arrêt

d'activités, la non-satisfaction des points contenus dans le cahier de charges, dont 12 inscrits au registre des préalables, c'est-à-dire des points dont le principe n'est pas sujet à discussion pour les travailleurs et qui avaient déjà été évoqués dans notre édition du 29 juin dernier.

Ce débrayage devrait avoir de lourdes conséquences, en termes de pertes, dans l'activité d'un des plus grands opérateurs pétroliers d'un pays



Photo : Koumouss

Une partie des agents de Total Gabon au piquet de grève au siège de l'entreprise.

qui souffre déjà de la récession économique depuis 2014. Les prévisions nationales en matière de ressources tirées de l'or noir pourraient, ainsi, être affectées par ce mouvement.

QUID DU SERVICE MINIMUM ? «Le service minimum dans le secteur pétrolier, en cas de grève, est encadré par l'arrêté n°003/PR/MTEPS du 22 mars 2010. Celui-ci dispose que le service minimum n'est applicable qu'aux activités, services,

postes de travail dont l'arrêt est de nature à compromettre le bon déroulement des services essentiels qui ont un impact sur la vie et la santé des hommes», rappelle l'Onep.

Le syndicat pétrolier informe, par ailleurs, que les postes et les noms des travailleurs retenus pour le service minimum seront indiqués dans un procès-verbal de négociation entre Total Gabon et lui, sous l'égide de l'inspecteur spécial du Travail

chargé du secteur pétrolier. « En l'absence d'un procès-verbal spécifiant les noms et postes des travailleurs retenus pour le service minimum, aucun salarié n'est autorisé à exercer une quelconque activité sous le prétexte d'un service minimum, sauf situation d'urgence ayant un impact sur la santé et la vie des hommes », précise l'Onep qui reste disponible pour la négociation dudit service minimum qui ne concerne pas directement la production, conformément à l'arrêté cité précédemment.

Nous avons appris que, hier, jour du début effectif de la grève, des salariés ont été évacués de leur piquet au terminal du Cap Lopez et du site d'Anguille par les agents de sécurité probablement mobilisés par Total Gabon. Le ministre du Pétrole, Pascal Houangni Ambouroue, s'est également rendu hier à Port-Gentil à cause de cette grève.

Journée citoyenne/A Pizolub...

Nettoyage, rangement, dératisation et désinsectisation

RAD

Port-Gentil/Gabon

Dans le redressement engagé depuis sa prise de fonction, en mai dernier, le nouveau directeur général de l'entreprise, Joël Pono Opape, entend mettre l'accent sur la protection de l'environnement.

LA Journée citoyenne, créée il y a quelques années par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, avec pour vocation, entre autres, de responsabiliser les citoyens dans la propreté de leurs quartiers et de leur espace de vie, se transporte dans les entreprises. Samedi dernier, dans un port industriel au paysage fantomatique dû à la baisse d'activités, la société Pizolub, spécialisée



Photo : Julie Nguimbi

Nettoyage des huiles au sol par le directeur général de Pizolub, Joël Pono Opape (en jaune).

dans la fabrication, le stockage, le conditionnement et la vente des lubrifiants automobiles, industriels et des emballages plastiques et métalliques, est entrée dans la danse.

Joël Pono Opape, son nouveau directeur général, au centième jour de sa prise

de fonction, et ses collaborateurs ont effectué une véritable cure de jouvence au sein de l'entreprise. Un site de 28 300 mètres carrés, rassemblant plusieurs équipements dont une unité de fabrication des emballages, une autre pour la fabrication des lubrifiants et un laboratoire



Photo : Julie Nguimbi

Une séance de désinsectisation dans les locaux de Pizolub, dans le cadre de la Journée citoyenne.

équipé d'appareils permettant le contrôle de qualité des lubrifiants et certaines analyses, notamment, explique-t-on, des eaux résiduaires.

En plus du personnel intégré, les cent jeunes formés dernièrement pour être utilisés dans la vente des produits de Pizolub ont été

également mis à contribution. Ensemble, répartis en plusieurs petits groupes, ils ont nettoyé tout le hangar, curé des canalisations, rangé des emballages et palettes traînant ça et là. En procédant, en sus, à la dératisation, à la démoustication, etc. Objectif : permettre aux agents de

travailler dans un environnement plus sain.

« Nous avons entrepris un redressement global de notre outil de travail, qu'il s'agisse des équipements, de la production, des hommes et de l'environnement », a confié Joël Pono Opape qui classe Pizolub parmi les sociétés citoyennes, « c'est-à-dire une organisation dont les finalités économiques et sociales cohabitent, prouvant que la poursuite de bénéfices financiers n'est pas son seul objectif ».

Des propos appuyés par le directeur technique de la société, Cédric Aganga, pour qui « Pizolub attache du prix à la préservation de l'environnement et apporte son soutien à l'initiative du numéro un gabonais qui, mise en pratique, permet de vivre dans un environnement propre et de repousser les risques de maladies ».

...et à l'Épargne et développement du Gabon (EDG)

Le personnel nettoie la devanture de la prison centrale

Jean-Paulin ALLOGO

Port-Gentil/Gabon

LA Journée citoyenne s'est bien installée dans les habitudes des citoyens gabonais, notamment à Port-Gentil où ils organisent ou participent, chaque premier samedi du mois, à une opération de salubrité. Au-delà des administrations, la microfinance Épargne et développement

du Gabon (EDG) était à l'ouvrage, samedi dernier, en nettoyant la devanture de la prison centrale.

A l'issue de l'opération, le chef de l'agence locale d'EDG, Élie Ekogha, a donné les raisons du choix de la grande maison d'arrêt de la cité pétrolière : « Nous avons estimé qu'à l'occasion de cette journée instituée par les plus hautes autorités du pays, il fallait faire quelque chose au bé-



Photo : JP Allogo

Les agents de la microfinance Épargne et développement du Gabon à l'oeuvre à la prison centrale.

néfice de la prison centrale pour une raison fondamentale : c'est un milieu carcéral où les personnes en détention sont déjà privées de liberté. Nous nous sommes donc dit qu'il ne fallait pas aussi les priver de propreté. Ainsi avons-nous pris l'engagement de nettoyer ce milieu considéré comme malsain par les populations. »

« Nous avons donc décidé de nettoyer tout le long de

la devanture de la prison centrale. Les actions de ce type vont se pérenniser. A Port-Gentil, EDG sera désormais aux côtés de l'Etat pour participer à cette Journée citoyenne, chaque premier samedi du mois, pour lutter efficacement contre l'insalubrité, éduquer et sensibiliser les populations aux bonnes pratiques pour s'assurer une parfaite santé car, c'est l'affaire de tous », a ajouté Élie Ekogha.